

LE RAPPORT ALTERNATIF

DISCRIMINATION SUR LA BASE DE L'ORIENTATION SEXUELLE ET L'IDENTITE DE GENRE DANS LES SPHERES DE LA SANTE PUBLIQUE, LA FORMATION, L'EMPLOI ET LA SECURITE SOCIALE EN FEDERATION DE LA RUSSIE

*Soumis au Comité des droits économiques, sociaux et culturels réunie en sa 46ème Session à
Genève, Suisse, 2-20 Mai 2011*

SOMMAIRE

Malgré la participation de la Fédération de la Russie à plusieurs traités internationaux, parmi eux l'ICESCR, qui stipule les principes De l'égalité de tous les gens, et l'existence de normes constitutionnelles générales de non-discrimination, les gens homosexuelles, bisexuels et transsexuels font constamment face à la discrimination et la violence dans plusieurs domaines telles que la santé publique, la formation, l'emploi et la sécurité sociale.

Ce rapport invoque les problèmes liés à l'absence dans la législation russe des normes explicites garantissant la non-discrimination fondée sur l'orientation et identité de genre aussi que les problèmes concernant l'absence de procédure législative de changement de sexe de transsexuels qui contribue à la discrimination à leur égard dans les sphères du travail, la formation et la santé publique. Un traitement discriminatoire dans le domaine de l'emploi et des cas de la violation par les employeurs au respect de la vie privée des travailleurs sont aussi invoqués. Dans la sphère de la sécurité sociale le présent rapport souligne une impossibilité de la couverture par les fonds d'état des dépenses médicales liées à la transsexualité, et l'exclusion *de facto* des membres des familles LGBT de la plupart des programmes de retraite, de prestation d'allocation à cause de leur status familial. Le problème de la violence domestique aussi que l'inaccessibilité aux service médicaux de bonne qualité, dont les transexuels ont besoin, sont aussi mentionnés dans ce rapport. Les problèmes liés à l'absence ou à la représentation inadéquate des questions de l'orientation sexuelle et les questions d'identité sexuelle en formation et sience sont aussi soulevées. Finalement, le rapport fait attention aux tentatives permanentes d'approuver les restrictions des droits des personnes LGBT à l'accès aux valeurs culturelles, à la liberté d'expression ainsi qu'à la liberté de réunion et d'association par les particularité culturelles et religieuses da la Russie.

Les recommandations pour le Gouvernement de la Russie, formulées en conclusion du rapport, sont appelées à assurer l'égalité de jure et de facto des droits économiques, sociaux et culturels de tout les gens, sans tenir compte de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Les recommandations susmentionnées peuvent être aussi considérée à la formulation de recommandations finales du CESCR après l'examenation du 5ème rapport de la Fédération de la Russie.